



**72<sup>E</sup> ENQUÊTE DE CONJONCTURE  
SEMESTRIELLE AUPRÈS DES PME**

**LES PME GARDENT LE  
CAP POUR 2021**

**Janvier 2021**

## Le deuxième confinement a globalement ralenti mais pas remis en cause la reprise, avec certains secteurs comme le Tourisme qui souffrent.

Les PME, à l'image de l'ensemble de l'appareil productif français, ont été fortement affectées en 2020 par la crise de la Covid-19 et les mesures de confinement mises en place tout au long de l'année pour y faire face. Le choc d'activité a été d'une ampleur historique pour l'ensemble des secteurs, poussant les dirigeants à considérablement revoir à la baisse leurs intentions d'embauche et d'investissement sur l'année.

La mobilisation des nombreux soutiens publics ont joué un rôle d'amortisseur important (mesures de trésorerie, activité partielle, fonds de solidarité). La correction sur l'emploi dans les PME demeure par exemple bien moindre que celle sur l'activité.

Par ailleurs, si les PME font part d'une nette dégradation de leur situation de trésorerie sur un an, elles estiment néanmoins en majorité être en mesure de surmonter les difficultés financières rencontrées. Plus de la moitié des PME (53 %) jugent leur trésorerie suffisante pour affronter la crise, soit une nette amélioration par rapport au mois d'avril (30 %). 3 % font part de difficultés insurmontables de trésorerie.

Certains secteurs souffrent cependant. La situation financière des PME du Tourisme est plus dégradée que la moyenne. Seules 26 % d'entre elles jugent leur trésorerie satisfaisante pour affronter la crise et 9 % font part de difficultés insurmontables de trésorerie (contre 3 % pour l'ensemble). Elles s'attendent désormais à une contraction de leur chiffre d'affaires de 42 % sur l'ensemble de l'année 2020 (contre 35 % au printemps et 13 % pour la moyenne des PME). Dans ce secteur, l'investissement marquerait le plus fort recul (solde d'opinion à -55). Si dans l'ensemble les conditions de crédit restent particulièrement souples malgré la crise, le Tourisme est de plus en plus considéré comme un secteur risqué.

Les prêts garantis par l'État (PGE) ont fortement été sollicités par les PME pour faire face à la crise, puisque plus de la moitié (55 %) des dirigeants sondés déclarent en avoir fait une demande en 2020. Seule une infime partie d'entre eux déclarent ne pas en avoir connaissance. Fin 2020, le PGE reste encore en large partie à mobiliser pour une majorité de bénéficiaires puisque 35 % d'entre eux déclarent l'avoir très peu ou pas du tout dépensé à ce stade. Malgré la crise, le risque de crédit attaché au remboursement des PGE semble plutôt limité. 6 % des répondants déclarent craindre de ne pas être en mesure de rembourser leur PGE, tandis que la moitié envisage un remboursement au moins partiel en 2021 (20 % intégral et 30 % partiel).

Le deuxième confinement a ralenti mais globalement pas remis en cause à ce stade les perspectives de reprise des PME. L'horizon de retour à un niveau d'activité normal s'est allongé. Ceux anticipant un retour difficile de l'activité de leur entreprise à un niveau normal restent majoritaires (61 % contre 53% fin du premier semestre). Les dirigeants entrevoient en majorité (60 %) un retour à une activité au niveau pré-crise lors du 2<sup>nd</sup> semestre 2021 ou après.

Malgré tout, le solde d'opinion sur les carnets de commandes futures se redresse (-14 après -21 fin du premier semestre). Les perspectives d'embauche et d'investissement continuent de s'améliorer depuis le printemps. Les annulations de projets d'embauche et d'investissement sont tombés à 15% et 13% en fin d'année contre 30% et 28% en avril. Là encore la situation sectorielle reste contrastée, avec un tableau plus dégradé pour les PME des secteurs directement soumis aux restrictions.

Enfin, la crise a poussé les PME à s'adapter. Bien que l'investissement ait reculé cette année, plus de la moitié d'entre elles ont accéléré ou maintenu leur stratégie de transformation numérique afin d'adapter leur organisation de travail et leur offre de produits aux exigences imposées par la crise sanitaire.

5178 PME (1 à 250 salariés) ont répondu à cette enquête. En plus des questions récurrentes, plusieurs questions liées spécifiquement à la crise de la Covid-19 ont été posées à l'ensemble de l'échantillon. Parmi celles-ci, deux questions relatives à la stratégie de transformation numérique des entreprises ont été posées aux PME faisant partie d'un panel numérique (2508 PME).

# CE QU'IL FAUT RETENIR

1

## **Le chiffre d'affaires et l'investissement des PME se sont nettement contractés en 2020, de même que l'emploi mais dans une moindre mesure**

Les PME font état d'une forte contraction de leur chiffre d'affaires cette année (solde d'opinion à -48 contre +25 fin 2019), de même que de leurs investissements (indicateur relatif aux montants investis à -21, en baisse de 28 points sur un an). La correction sur l'emploi salarié serait plus limitée (solde d'opinion à -7), notamment grâce au recours important des PME au dispositif d'activité partielle.

2

## **Les PME estiment en majorité être en mesure de surmonter les difficultés financières rencontrées**

Malgré l'impact significatif de la crise sur la situation financière des PME et l'instauration du deuxième confinement, 53 % d'entre elles auraient une trésorerie suffisante pour affronter la crise après mobilisation des dispositifs de soutien (contre 49 % en juin). Seuls 3 % des dirigeants jugent insurmontables les difficultés de trésorerie rencontrées dans ce contexte de crise. Cette part atteint toutefois 9 % dans le Tourisme.

3

## **Le PGE reste encore en large partie à mobiliser pour une majorité de PME bénéficiaires et constitue toujours à ce stade une ressource importante pour aborder la reprise**

Parmi les PME ayant souscrit à un PGE, 35 % déclarent l'avoir très peu ou pas du tout dépensé. La moitié des PME ayant sollicité ce dispositif envisage un remboursement au moins partiel en 2021. 6 % des chefs d'entreprise sondés craignent de ne pas être en mesure de le rembourser.

4

## **La 2<sup>e</sup> vague épidémique semble avoir retardé la reprise d'activité sans la remettre en cause, le retour à la normale interviendrait plutôt à partir du 2<sup>nd</sup> semestre 2021**

L'indicateur sur les perspectives d'activité futures se redresse depuis le printemps malgré le deuxième confinement mais reste en deçà de la normale. 35 % d'entre eux anticipent un retour rapide à la normale de l'activité (stable par rapport à avril). Cette proportion est très variable selon les secteurs: elle s'élève à seulement 13 % pour les PME du Tourisme contre 48 % pour celles de la Construction, les plus optimistes. En majorité, les chefs d'entreprise entrevoient le retour au niveau d'activité pré-crise pendant ou après le 2<sup>nd</sup> semestre 2021.

5

## **Les perspectives d'embauche et d'investissement continuent de se redresser malgré le deuxième confinement**

Parmi les dirigeants d'entreprise déclarant avoir des projets d'embauche, 58 % envisagent de les maintenir, une proportion en nette hausse par rapport à l'enquête semestrielle de juin (43 %). 27 % prévoient de reporter leurs projets d'embauche, dont une majorité à un horizon de moins d'un an. En ce qui concerne les dirigeants d'entreprise qui avaient des projets d'investissement, 51 % envisagent de les maintenir (contre 41 % en juin).

## Les chiffres clés

65%

**PART DES PME ANTICIPANT UNE BAISSSE DE 10% OU PLUS DE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES EN 2020 À CAUSE DE LA CRISE SANITAIRE**

ELLES ÉTAIENT 75% EN JUIN ET 83 % EN AVRIL

53%

**PART DES PME QUI JUGENT LEUR TRÉSORERIE SUFFISANTE POUR AFFRONTER LA CRISE**

37% JUGENT LEURS DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE SURMONTABLES

41%

**PART DES PME DÉCLARANT AVOIR INVESTI OU PRÉVOYANT DE LE FAIRE CETTE ANNÉE**

EN BAISSSE DE 10 POINTS SUR UN AN

58%

**PART DES PME AYANT FORMULÉ DES PROJETS D'EMBAUCHE QUI DÉCLARENT LES MAINTENIR**

APRÈS 43% EN JUIN ET 31% EN AVRIL

35%

**PART DES PME QUI DÉCLARENT AVOIR TRÈS PEU OU PAS DU TOUT DÉPENSÉ LEUR PGE**

6% DÉCLARENT CRAINDRE DE NE PAS ÊTRE EN MESURE DE LE REMBOURSER

60%

**PART DES PME ANTICIPANT UN RETOUR À UNE ACTIVITÉ NORMALE AU 2<sup>ND</sup> SEMESTRE 2021 OU APRÈS**

# SOMMAIRE

- 01. ACTIVITÉ ET EMPLOI**
- 02. SITUATION FINANCIÈRE, ACCÈS AU CRÉDIT ET INVESTISSEMENT**
- 03. PERSPECTIVES 2021**
- 04. MÉTHODOLOGIE**



**01.**

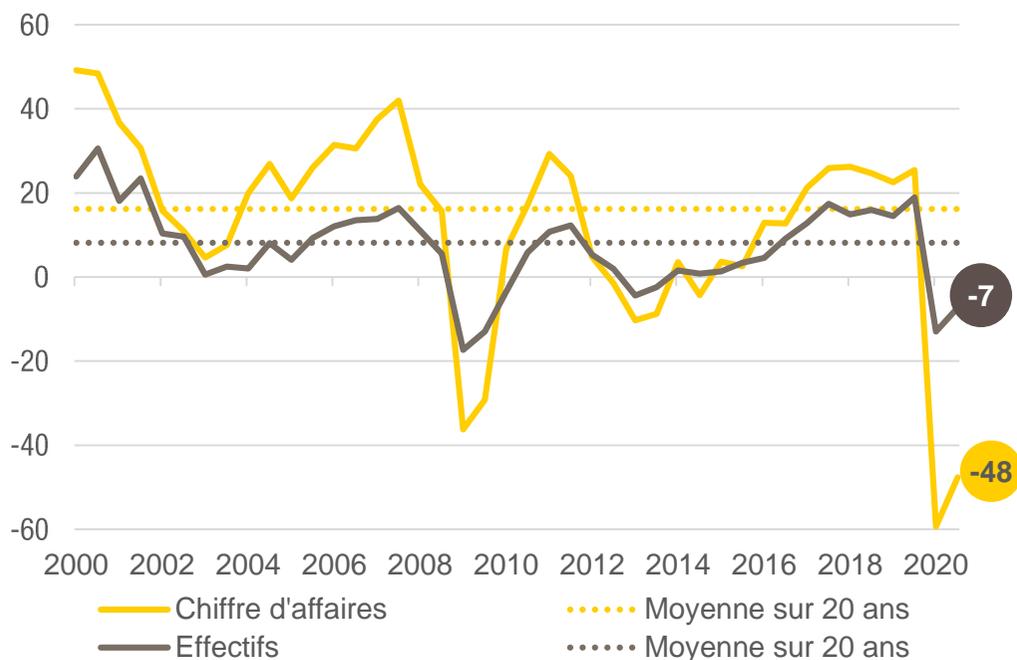


**ACTIVITÉ ET EMPLOI**

# Contraction historique de l'activité en 2020

**En 2020, le chiffre d'affaires des PME a été fortement affecté par la crise sanitaire. L'emploi a également été touché, même si de manière moins marquée grâce aux mesures de soutien.**

• GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS  
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour cette année est passé de +25 à -48 entre les interrogations de novembre 2019 et novembre 2020.  
Champ : total (N=5178)

Source : Bpifrance Le Lab

La crise sanitaire et les mesures de confinement mises en place tout au long de l'année à la fois en France et à l'étranger pour contrer l'épidémie ont entraîné un choc économique d'ampleur historique. Les PME ont logiquement été fortement affectées:

- Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires à la fin de l'année 2020 enregistre une chute de 73 points sur un an et s'établit à -48, un niveau toutefois supérieur au plus bas historique enregistré en mai (-59). Ce résultat met en évidence l'ampleur du choc récessif sur l'activité économique cette année.
- En moyenne, les chefs d'entreprise tablent sur un chiffre d'affaires en baisse de 13 % en 2020, un résultat un peu moins pessimiste que celui résultant de l'interrogation du printemps (-15 %). 15 % des dirigeants anticipent une hausse de leur activité cette année (9 % lors de la précédente enquête) et 62 % une contraction (après 68 %). 24 % d'entre eux anticipent une stabilisation.
- Les PME exportatrices sont un peu plus pessimistes que leurs homologues non-exportatrices quant à l'évolution de leur chiffre d'affaires en 2020 (-16 % contre -13 %).
- Le solde d'opinion sur l'état des carnets de commandes de ces 6 derniers mois marque un repli significatif de 38 points sur un an, atteignant -30 en novembre 2020, témoignant de l'impact négatif de la crise sur la demande.

En cohérence avec le net recul de l'activité, les dirigeants ont considérablement revu à la baisse leurs intentions d'embauche en 2020. La correction sur l'emploi demeure toutefois bien moindre que celle sur l'activité, en lien notamment avec la mise en place du dispositif d'activité partielle.

- S'établissant à -7 à la fin de l'année, l'indicateur en solde d'opinion relatif à l'évolution de l'effectif des PME en 2020 perd 26 points sur 1 an. Cette chute de l'indicateur est importante mais plus faible que celle observée lors de la crise financière de 2008-2009.



L'Insee (cf. [Point de conjoncture du 15 décembre 2020](#)) et la Banque de France (cf. [Projections macroéconomiques – décembre 2020](#)) tablent sur une contraction du PIB français de 9 % sur l'ensemble de l'année 2020.

## Activité

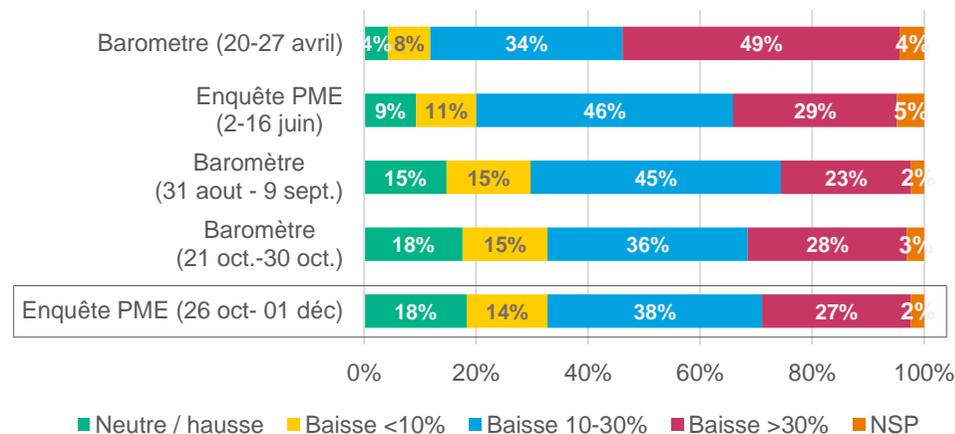
# Malgré le 2<sup>e</sup> confinement, les dirigeants n'ont pas révisé à la baisse leur jugement sur l'activité de leur entreprise en 2020

**Les PME sont moins pessimistes qu'au printemps quant à l'ampleur du recul de leur chiffre d'affaires, sauf celles du Tourisme.**

Le choc économique lié au coronavirus et aux mesures de restrictions sanitaires (fermetures réglementaires, couvre-feu..) mises en place en réponse à l'épidémie s'avère d'une ampleur inédite. Dans l'ensemble, l'instauration du deuxième confinement fin octobre n'a toutefois pas détérioré encore plus les anticipations des dirigeants sur l'activité de leur entreprise en 2020.

- 79 % des dirigeants anticipent un recul du chiffre d'affaires de leur entreprise en raison de la crise de la Covid-19 cette année. Dans le détail, 65 % s'attendent à une contraction notable, de plus de 10 %, dont 27 % de plus de 30 %. 14 % font part d'une diminution modérée de leur activité, inférieure à 10 %, et 18 % d'un impact neutre ou positif.
- Par rapport au printemps, l'instauration d'un deuxième confinement à partir de fin octobre n'a pas plus dégradé les anticipations d'activité des PME pour l'ensemble de l'année 2020. Si 91 % des dirigeants anticipaient une perte d'activité au printemps en raison de la crise sanitaire, cette proportion est désormais de 79 %, un résultat stable par rapport à octobre, avant l'annonce du nouveau confinement. Cette révision de jugement au cours de l'année vient probablement d'une meilleure visibilité (notamment sur l'ampleur de la reprise au 3<sup>e</sup> trimestre). En outre, les entreprises ont été moins nombreuses à être concernées par le deuxième confinement, moins strict qu'au printemps.
- Les TPE restent les plus pessimistes quant à l'évolution de leur activité en 2020. Pour cette catégorie d'entreprises, le solde d'opinion relatif au chiffre d'affaire s'établit à -53 contre -44 pour les entreprises de 10 à 250 salariés, soit un écart de 9 points (contre un écart de 4 points au printemps).

GRAPHIQUE 2 : IMPACT DE LA CRISE SANITAIRE SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES DE 2020



Champ : Total (N=5178)

Source : Bpifrance Le Lab

### La crise a affecté les secteurs et les régions de manière hétérogène:

- Les PME du secteur du Tourisme sont logiquement les plus affectées, fortement pénalisées par les deux périodes de confinement. En outre, la reprise post 1<sup>er</sup> confinement a été atténuée par des mesures restrictives pour leur activité. 95 % d'entre elles tablent sur une baisse de leur activité en 2020. En moyenne, les PME de ce secteur s'attendent à une contraction de leur chiffre d'affaires de 42 % sur l'ensemble de l'année 2020 (contre 35 % au printemps).

*Cf. focus sectoriel*

- Si aucune région n'a été épargnée par la crise, les PME franciliennes anticiperaient le plus fort recul de leur chiffre d'affaires en 2020 (-19 % en moyenne). Les PME des Pays-de-la-Loire seraient en revanche les moins affectées (-9 % en moyenne), suivies de près par les PME des Hauts-de-France et de Nouvelle-Aquitaine (-10 %).

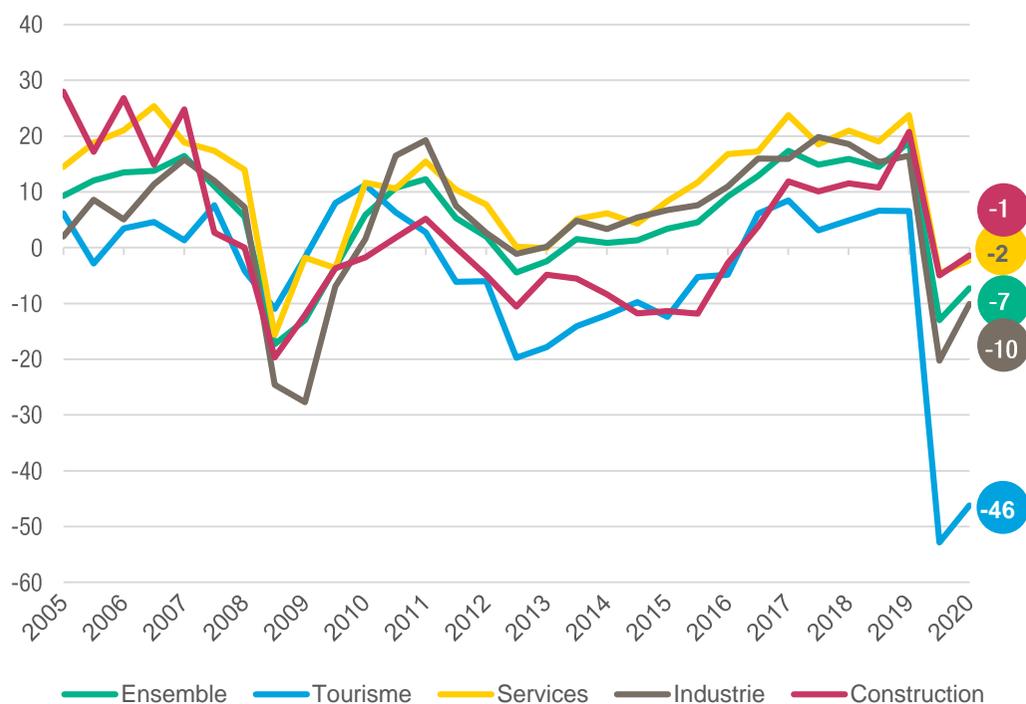
*Cf. focus régional*

## Emploi

# Le choc sur l'emploi a été amorti par le dispositif d'activité partielle

**Si les PME témoignent d'un recul de leurs effectifs, la correction serait de bien moindre ampleur que pour l'activité grâce au dispositif d'activité partielle. Les effectifs diminueraient le plus dans le Tourisme, secteur le plus touché par la crise sanitaire.**

• GRAPHIQUE 3 : ÉVOLUTION DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS  
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution des effectifs cette année est passé de +19 à -7 entre les interrogations de novembre 2019 et novembre 2020.  
Champ : total (N=5178)

Source : Bpifrance Le Lab

Les PME font globalement part d'effectifs salariés en baisse en 2020. Ce résultat reflète toutefois de très fortes disparités entre secteurs.

- Le solde d'opinion relatif à l'évolution des effectifs s'est replié de 26 points sur un an, pour s'établir à -7.
- La contraction de l'indicateur est de très loin la plus marquée dans le secteur du Tourisme (recul de 53 points en un an, à -46), secteur affichant la plus importante perte d'activité. L'indicateur sur les effectifs salariés est également en forte baisse dans l'Industrie (recul de 27 points sur un an, à -10). Bien qu'en net recul, les indicateurs relatifs à l'emploi dans les PME des Services et de la Construction sont mieux orientés, même s'ils signalent également un recul des effectifs (indicateur à -2 dans les Services et -1 dans la Construction).
- À noter que les difficultés de recrutement restent particulièrement élevées dans la Construction (80 % des dirigeants concernés contre 65 % en moyenne tous secteurs confondus).

 Cf. focus sectoriel

- L'impact de la crise de la Covid-19 sur l'emploi salarié des PME serait nettement moindre que sur leur activité. Ce constat s'expliquerait en grande partie par le recours très important des PME au dispositif d'activité partielle (79 % des PME interrogées lors de la précédente enquête semestrielle sur la mobilisation des dispositifs de soutien déclaraient avoir eu recours à l'activité partielle pour un ou plusieurs salarié(s)).



D'après la DARES, 76 100 ruptures de contrats de travail ont été envisagées dans le cadre des plans de sauvegarde de l'emploi en cumul depuis le 1<sup>er</sup> mars, soit près de trois fois plus que sur la même période en 2019. Les entreprises ont par ailleurs massivement eu recours aux dispositifs de soutien à l'emploi. Au total, au 6 décembre, 7,1 millions de salariés sont couverts au moins un jour du mois de novembre par une demande d'autorisation préalable d'activité partielle (DAP). Entre le 26 octobre et le 6 décembre 2020, 475 100 DAP ont été déposées. (Cf. Tableau de bord - Situation du marché du travail durant la crise sanitaire au 8 décembre 2020)

Sur les trois premiers trimestres de l'année 2020, près de 300 000 emplois ont été détruits, les créations du 3<sup>e</sup> trimestre n'ayant pas été suffisantes pour compenser les destructions au 1<sup>er</sup> semestre. 80 % de ces destructions proviennent du secteur tertiaire marchand (cf. Insee, Emploi salarié – 3<sup>e</sup> trimestre 2020)



**02.**

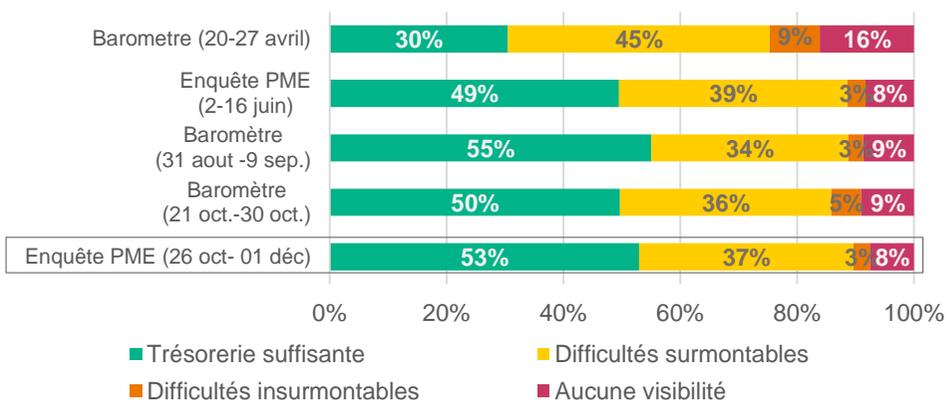


**SITUATION  
FINANCIÈRE,  
ACCÈS AU CRÉDIT  
ET INVESTISSEMENT**

# Des difficultés de trésorerie jugées globalement surmontables grâce aux mesures de soutien

**Plus de la moitié des PME jugent leur trésorerie suffisante pour affronter la crise, une fois pris en compte les dispositifs de soutien public. Cette proportion est deux fois moindre dans le Tourisme.**

• GRAPHIQUE 4 : ÉVOLUTION DE L'ÉTAT DE LA TRÉSORERIE AU REGARD DE LA CRISE SANITAIRE AU COURS DE L'ANNÉE 2020



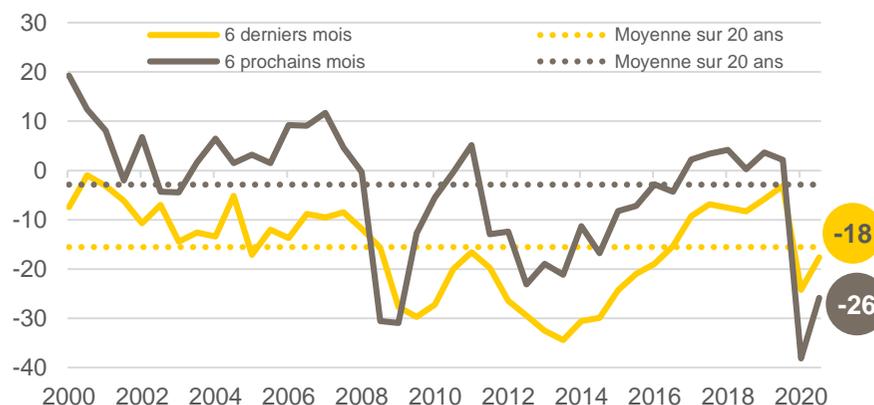
Les PME estiment en grande majorité qu'elles sont en mesure de surmonter les difficultés financières rencontrées, après mobilisation des dispositifs de soutien public.

- Plus de la moitié des PME (53 %) jugent leur trésorerie suffisante pour affronter la crise, soit une nette amélioration par rapport au mois d'avril (30 %), et dans une moindre mesure par rapport à notre enquête semestrielle de juin (49 %). 37 % d'entre elles estiment que les difficultés rencontrées sont surmontables compte tenu des mesures de soutien sollicitées (contre 39 % en juin et 45 % au printemps).
- 3 % des PME jugent insurmontables les difficultés de trésorerie rencontrées dans ce contexte de crise. À 9 %, cette proportion est trois fois plus élevée dans le Tourisme. Dans ce secteur, seules 26 % des PME jugent leur trésorerie satisfaisante pour affronter la crise.

La situation de trésorerie s'améliore depuis le printemps, même si elle reste encore loin de la normale.

- L'indicateur sur le jugement de la situation de trésorerie sur les 6 derniers mois, à -18, gagne 7 points depuis juin mais reste 14 points inférieur à fin 2019. Ce niveau reste supérieur au plus bas historique atteint pendant la crise de 2008-2009. À -70, cet indicateur atteint en revanche son point bas dans le Tourisme.
- L'indicateur de trésorerie future est en repli sur un an (-28 points à -26), traduisant le niveau toujours élevé d'incertitude quant à la reprise post-crise.

• GRAPHIQUE 5 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE PASSÉE ET FUTURE  
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2020, la part des PME déclarant une trésorerie difficile durant les 6 derniers mois était supérieure de 24 points à la part déclarant une trésorerie aisée.  
Champ : total (N=5178); Source : Bpifrance Le Lab



En réponse à la crise sanitaire et économique, une cohorte de mesures a été déployée pour soutenir la trésorerie des entreprises françaises. Selon l'Insee, plus de quatre sociétés sur cinq (84 %) déclarent avoir fait appel à une ou plusieurs de ces mesures d'urgence en début d'année 2020. ([cf. Impact de la crise sur l'organisation et l'activité des entreprises - Insee Décembre 2020](#)).

Selon le Ministère de l'Économie, des Finances et de la Relance, ces mesures ont couvert 90 % de l'impact du choc récessif sur les trésoreries des entreprises (hors PGE). Les mesures d'activité partielle et le fonds de solidarité auraient conduit à réduire de 75 % le nombre d'entreprises devenues illiquides à cause de la crise de Covid-19 ([cf. Rapport économique, social et financier - PLF pour 2021](#)).

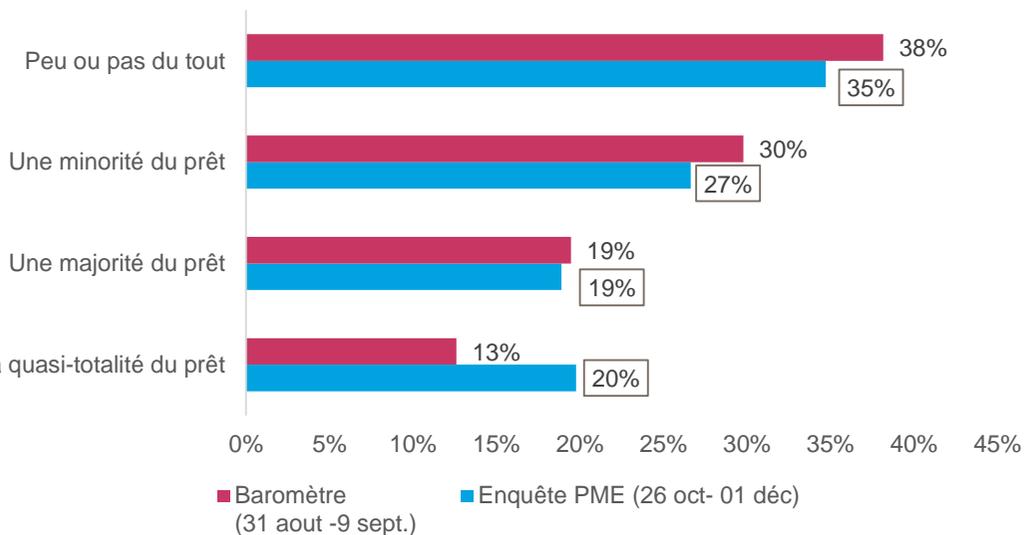
# FOCUS

## Fin 2020, le PGE reste encore en large partie à mobiliser pour une majorité de bénéficiaires.

Les PGE (Prêts garantis par l'État) ont fortement été sollicités par les PME pour faire face à la crise économique. Plus de la moitié des dirigeants ayant répondu à l'enquête (55 %) déclarent avoir fait une demande de PGE en 2020. À l'inverse, 33 % des PME attestent ne pas envisager d'en solliciter à ce stade. Selon les résultats de l'enquête, le dispositif de soutien semble être très largement connu des PME puisque seule une infime partie d'entre elles (0,2 %) déclarent ne pas en avoir connaissance.

### Graphique 6 : Montants utilisés des PGE

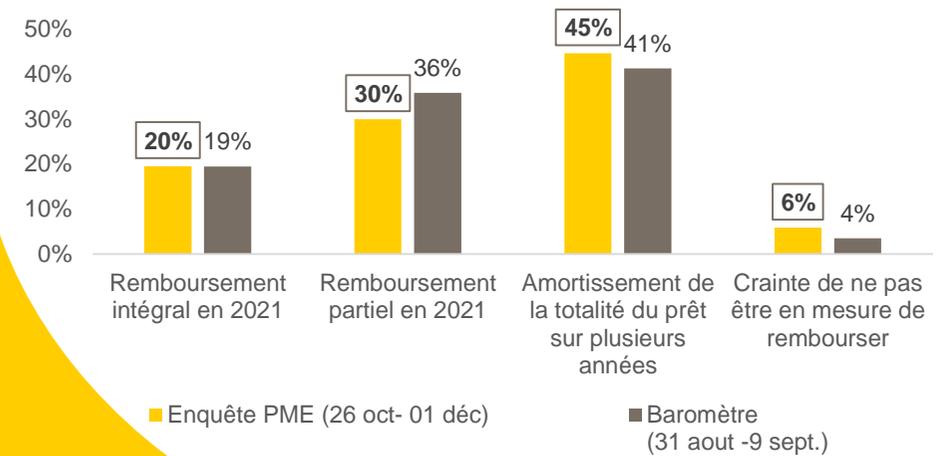
En %



Champ : Entreprises ayant demandé et obtenu un PGE  
Source : Bpifrance Le Lab

### Graphique 7 : Horizon de remboursement des PGE

En %



Champ : Entreprises ayant obtenu un PGE  
Source : Bpifrance Le Lab

Parmi les dirigeants de PME attestant avoir eu recours à un PGE, 35 % d'entre eux déclarent l'avoir très peu ou pas du tout dépensé à ce stade. 20 % des PME déclarent en revanche avoir utilisé la quasi-totalité de leur PGE contre 13 % lors de notre interrogation de septembre (Baromètre Bpifrance– Rexecode).

Sur l'ensemble des entreprises ayant sollicité une demande de PGE:

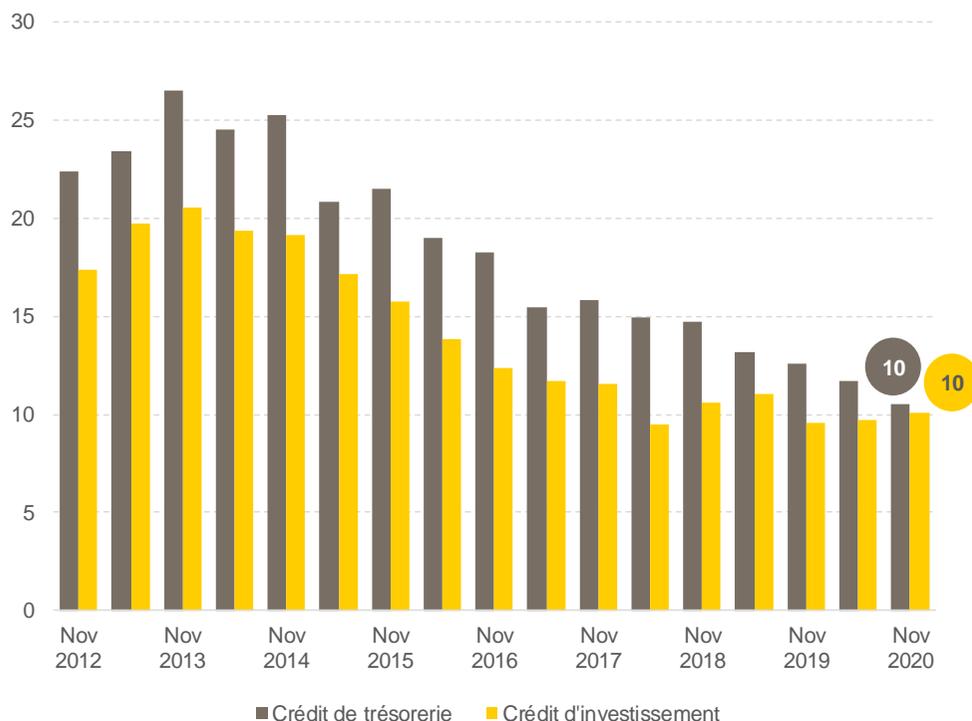
- 16 % l'ont utilisé ou envisageaient de l'utiliser pour rembourser des dettes préexistantes ou des charges fixes pendant le confinement (ex.: crédit bancaire, crédit-bail, dette fournisseur, loyer, charges fiscales et sociales). 35 % des PME déclarent avoir utilisé ou comptaient utiliser leur PGE pour financer leur besoin en fonds de roulement (BFR) / trésorerie.
- 31 % déclarent encore garder une part importante du montant en réserve de liquidité et 9 % dédient leur PGE à l'avance de la rémunération des salariés dans l'attente du remboursement au titre de l'activité partielle.

Malgré la crise, le risque de crédit attaché au remboursement des PGE apparaît à ce stade relativement limité. À date, la moitié des PME ayant sollicité ce dispositif envisage un remboursement au moins partiel en 2021 (20 % intégral et 30 % partiel). 45 % des chefs d'entreprise sondés prévoient un amortissement de la totalité du prêt sur plusieurs années. Seules 6 % des répondants craignent de ne pas être en mesure de rembourser leur PGE, une proportion toutefois en hausse par rapport à septembre (4 %). À noter que les PME du Tourisme sont 13 % à avoir cette crainte. La majorité des PME de ce secteur (52 %) prévoient d'amortir le prêt sur plusieurs années.

## Des conditions d'accès au crédit toujours aisées

**Malgré le choc économique d'ampleur, les conditions de crédit restent particulièrement souples. Le Tourisme est toutefois de plus en plus considéré comme secteur risqué.**

• GRAPHIQUE 8 : DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU CRÉDIT ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE, EN %



Champ : Total (N=5178)  
Source : Bpifrance Le Lab

Les difficultés d'accès au crédit de trésorerie, en baisse quasi continue depuis fin 2013, poursuivent leur repli.

- Seules 10 % des PME déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au crédit de trésorerie, une proportion en baisse sur un an (13 % en novembre 2019). Le taux de recours important des PME au dispositif de prêts garantis par l'Etat (PGE), qui permet de fournir des liquidités aux entreprises pour faire face à leurs besoins de trésorerie pendant la crise, explique en grande partie les conditions de crédit à court terme favorables malgré la crise actuelle.
- L'accès au crédit de trésorerie s'est assoupli dans tous les secteurs sauf les Transports (12 % de PME déclarant des conditions d'accès difficiles contre 8 % il y a un an).
- Malgré un repli, les difficultés restent plus élevées dans le Tourisme que dans les autres secteurs (21 % après 23 % il y a un an).
- Pour les PME rencontrant des difficultés pour financer leur exploitation courante, la raison principale, en forte hausse cette année, demeure de loin le niveau insuffisant d'activité et / ou les perspectives trop incertaines (cité par 58 % des PME après 51 % il y a un an). Cette raison est particulièrement donnée par les PME du Commerce (66 %) et du Tourisme (65 %). Les PME du Tourisme rencontrant des difficultés pour financer leur trésorerie sont 47 % à donner comme explication le risque associé à leur secteur d'activité (contre 38 % il y a un an).

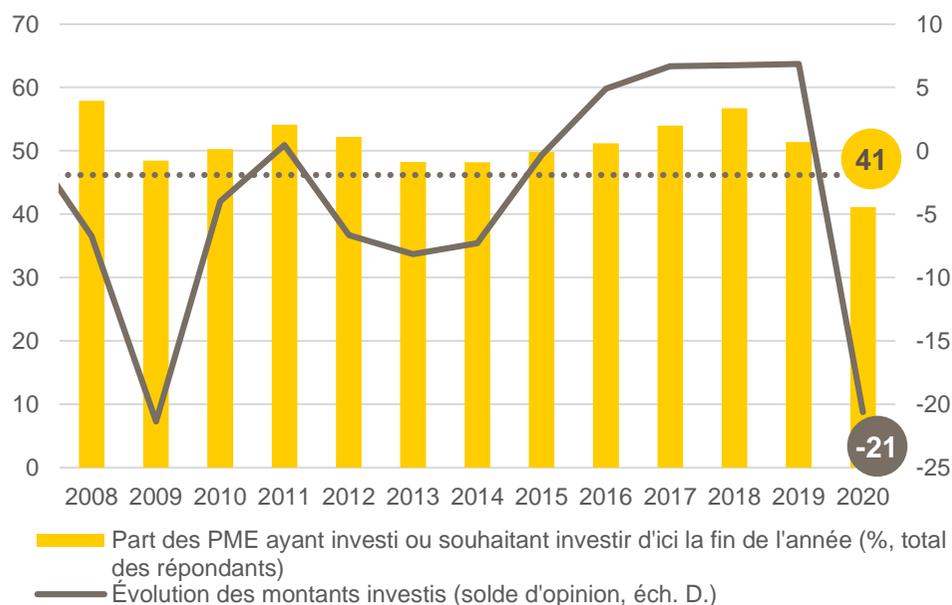
Les difficultés d'accès au crédit d'investissement sont globalement stables depuis 2 ans.

- Seules 10 % des PME ont rencontré des difficultés d'accès au crédit d'investissement, une proportion stable sur un an.
- Là encore, les PME du Tourisme sont de loin celles qui déclarent le plus de difficultés d'accès, en nette diminution néanmoins (18 % après 26 % il y a un an).
- Les entreprises rencontrant des difficultés d'accès au crédit d'investissement citent la fragilité financière de leur entreprise comme la principale raison, une proportion en légère baisse sur un an (69 % après 72 % il y a un an). À noter que les PME du Tourisme concernées par ces difficultés sont plus de la moitié à citer comme raison un secteur d'activité trop risqué, une proportion en forte hausse (52 % après 36 % il y a un an).

# Net repli de l'investissement des PME en 2020

**L'investissement est attendu en fort repli en 2020, desservi par le choc du printemps et le contexte d'incertitude.**

• GRAPHIQUE 9 : ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT A LA FIN DE L'ANNÉE 2020



Champ : Total (N=5178)  
Source : Bpifrance Le Lab

41 % des PME déclarent avoir investi ou prévoient de le faire en 2020, une proportion en baisse de 10 points par rapport à l'année dernière.

L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis chute de 28 points en un an pour s'établir à -21. Il reste toutefois au-dessus du plus bas historique atteint en 2009.

- L'investissement se serait plus fortement contracté dans les secteurs du Tourisme et des Transports (respectivement -55 et -26 points), l'activité de ces secteurs figurant également parmi les plus affectés par le choc économique et les restrictions sanitaires.

Par destination, les chefs d'entreprise déclarent réduire en premier lieu leurs investissements mobiliers, plus aisément ajustables à la baisse que les investissements immobiliers. On constate par conséquent une hausse relative de l'investissement immobilier (42 % contre 36 % il y a un an) au détriment des investissements mobiliers (matériels, véhicules, équipements divers; 50 % contre 56 % il y a un an). Les investissements incorporels, en légère baisse sur un an, représentent 9 % des investissements.

La nette contraction de l'investissement des PME en 2020 reflète la forte incertitude liée au contexte de crise sanitaire et au choc économique qui en a résulté. Si une majorité de PME (51 %) ayant un projet d'investissement a choisi de maintenir ses investissements en 2020 malgré la crise, 36 % ont décidé de les reporter (cf. graphique 19 p. 20) et 13 % ont décidé de les annuler.



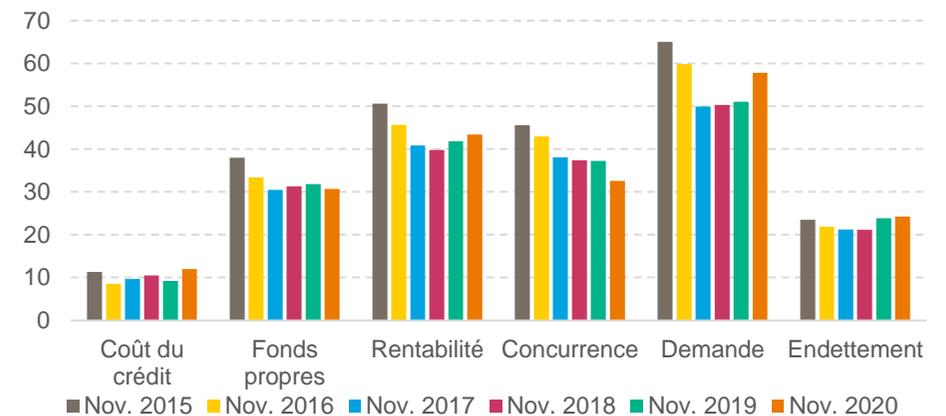
L'investissement des entreprises non financières (ENF) est attendu en net repli cette année. Selon les comptes nationaux, l'acquis de croissance de la formation brute de capital fixe des ENF à l'issue du 3<sup>e</sup> trimestre, c'est-à-dire la croissance de l'investissement que l'on obtiendrait en 2020 s'il restait stable au 4<sup>e</sup> trimestre, s'établissait à -9 %.

## L'investissement est affecté par le niveau d'incertitude élevé

**Pour les PME, les contraintes de débouchés demeurent le principal obstacle à l'investissement, alors que les contraintes de bilan restent modérées malgré la crise**

- **La faiblesse de la demande constitue le principal obstacle à l'investissement**, cité par 58 % des PME, soit une hausse de 7 points sur un an. Ceci met aussi bien en évidence le manque actuel de débouchés que les perspectives de demande dégradées, accentuées par le niveau élevé d'incertitudes sur la durée de l'épidémie et les mesures pour l'endiguer.
- **La faiblesse de la rentabilité est le deuxième obstacle mentionné par les dirigeants**, en légère hausse par rapport à la même période l'an passé (cité par 43 % des dirigeants, soit une hausse de 2 points sur un an).
- **Les contraintes de bilan identifiées par les PME restent modérées.** Parmi les obstacles identifiés, l'endettement excessif reste stable sur un an (cité par 24 % des dirigeants) et demeure en deçà de la moyenne sur 5 ans (27 %). Cité par 31 % des dirigeants, l'insuffisance de fonds propres n'est pas un frein en hausse, probablement grâce aux larges dispositifs de soutien publics déployés pour soutenir la situation financière des entreprises.
- Le coût du crédit reste un frein mineur à l'investissement, dans un contexte de conditions de financement toujours très favorables. Il progresse tout de même légèrement (cité par 12 % des dirigeants, en hausse de 3 points sur un an).

• GRAPHIQUE 10 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT IMPORTANT OU INSURMONTABLE, EN %



Champ : Total (N=5178)

Source : Bpifrance Le Lab



Selon la Banque de France, la part des capitaux propres dans le total des ressources des PME a marqué une nette progression. Elle représentait 44 % du total en 2019 pour l'ensemble des PME contre 37,8 % en 2007. Les PME paraissent ainsi plus solides financièrement qu'en 2008 pour faire face à la crise de la Covid-19. (cf. Banque de France - Bulletin n°232 - 02 novembre 2020)

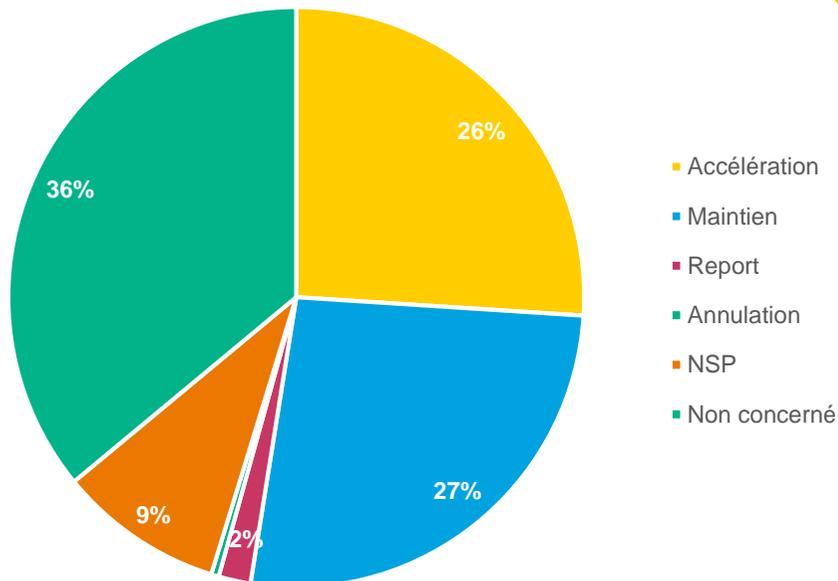
# FOCUS

## Face à la crise, une moitié des PME ont accéléré ou maintenu leur stratégie de transformation numérique

La crise et les restrictions sanitaires en réponse à cette dernière (essentiellement les deux confinements) ont conduit une partie des PME à une adaptation significative de l'organisation du travail et de leur offre de produits.

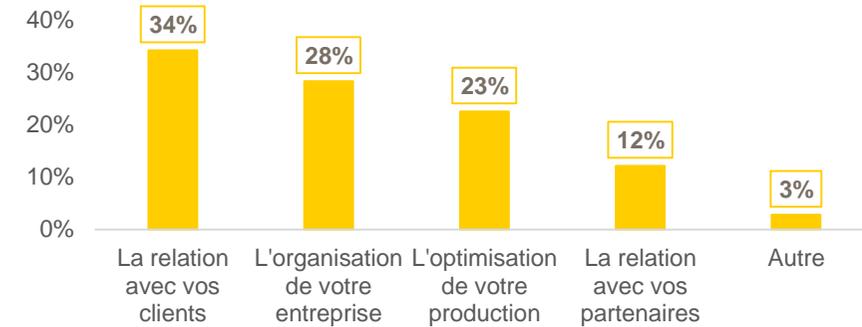
### Graphique 11 : Évolution de la stratégie de transformation numérique en réponse à la crise

En %



Champ : Panel numérique (N=2508)\*  
Source : Bpifrance Le Lab

### Graphique 12 : Aspect(s) de l'activité nécessitant d'être davantage digitalisé(s)



Champ: Entreprises déclarant accélérer leur transformation numérique (N=2508)\*  
Source : Bpifrance Le Lab

53 % des entreprises déclarent avoir accéléré ou maintenu leur stratégie de transformation numérique en réponse à la crise de la Covid-19.

- Plus du quart des PME déclarent avoir accéléré leur transformation numérique.
- Malgré l'important climat d'incertitude à l'origine d'une nette contraction de l'investissement des entreprises cette année, seule une très faible part des entreprises (2 %) déclarent avoir annulé ou reporté leur projets de digitalisation en 2020.

Concernant les axes d'amélioration de la digitalisation de leurs activités, les réponses des entreprises sont assez variées :

- 34 % des chefs d'entreprise évoquent la relation avec les clients comme principale aspect (favoriser la vente en ligne par exemple).
- 28 % des dirigeants mentionnent l'organisation de leur entreprise comme champs nécessitant d'être davantage digitalisé dans ce contexte de crise (outils numériques pour favoriser le travail à distance, le travail collaboratif...), suivi de l'optimisation de leur production (23 % - analyse des données clients, processus plus intelligent...). L'aspect le moins mentionné par les chefs d'entreprise demeure la relation avec leurs partenaires (12 % - la dématérialisation des factures entrantes par exemple).



**03.**



**PERSPECTIVES  
2021**

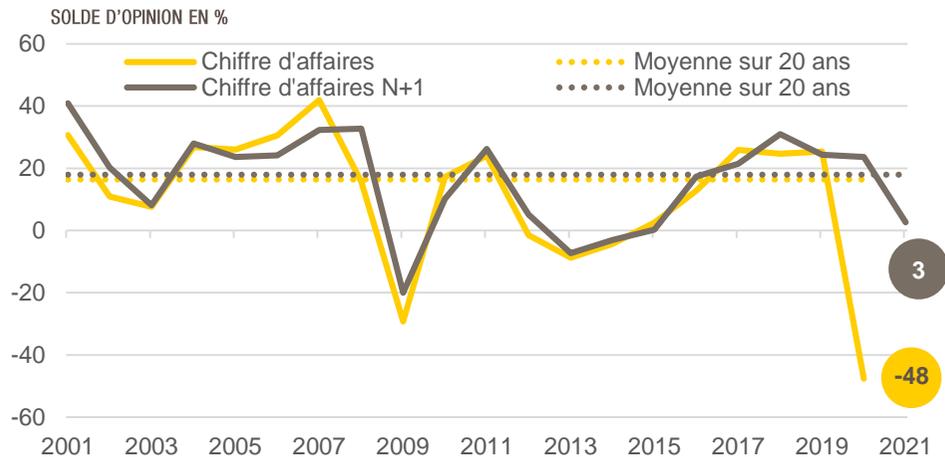
# Une reprise d'activité progressive, retardée par la deuxième vague épidémique

**La moitié des dirigeants anticipe un retour de l'activité de leur entreprise à son niveau pré-crise d'ici la fin 2021.**

Sur un an, les indicateurs sur les perspectives d'activité des PME pour 2021 se contractent.

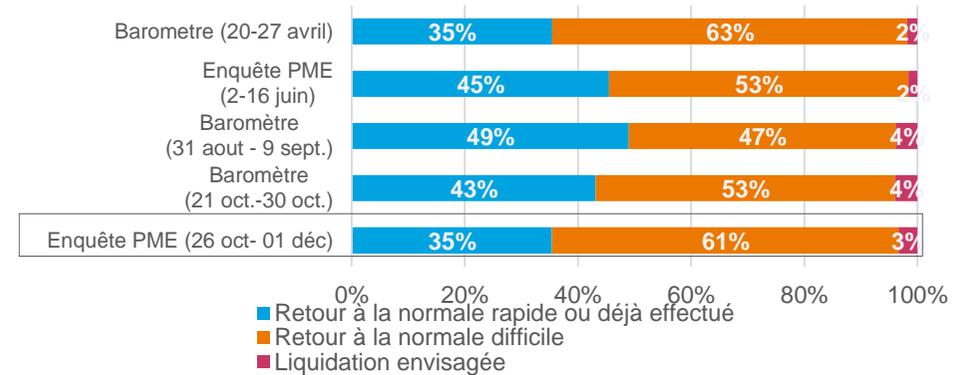
- L'indicateur sur les perspectives d'activité reste nettement en deçà de son niveau d'avant crise. Le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a diminué de 21 points sur 1 an, s'établissant à +3 en novembre 2020 pour 2021. Conjointement, le jugement sur les carnets de commande à venir marque également un net recul sur 1 an. Le solde d'opinion perd 22 points et s'inscrit à -14 en novembre 2020, un niveau toutefois supérieur à celui observé en juin (-21).
- Les anticipations des dirigeants pour 2021 sont très hétérogènes selon les secteurs. Si l'indicateur en solde d'opinion relatif à l'activité est positif dans l'Industrie (+11), la Construction (+4) et le Commerce (+2), il est nettement négatif dans les Transports (-12) et surtout le Tourisme (-20).

## • GRAPHIQUE 13 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS ET L'ANNÉE SUIVANTE



Note : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante a diminué de 21 points sur 1 an pour s'inscrire à +3 en novembre 2020 pour 2021.  
 Champ: Total (N=5178); Source : Bpifrance Le Lab

## • GRAPHIQUE 14 : REPRISE D'ACTIVITÉ ANTICIPÉE

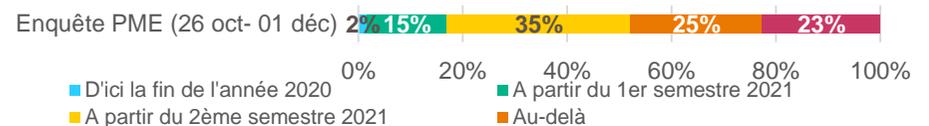


Champ : Total (N=5178); PME anticipant un impact baissier de la crise sur leur chiffre d'affaires annuel en 2020 ;  
 Source : Bpifrance Le Lab

**En majorité, les chefs d'entreprise anticipent un retour difficile de l'activité de leur entreprise à une situation normale, qui devrait plutôt intervenir à partir du 2<sup>nd</sup> semestre 2021, avec toutefois de grandes disparités sectorielles**

- Les dirigeants anticipant un retour difficile de l'activité de leur entreprise à un niveau normal restent majoritaires. Leur proportion est en augmentation (61 % contre 53 % en juin dernier). Ce regain de pessimisme est probablement à mettre au crédit de la deuxième vague de l'épidémie et à l'instauration du deuxième confinement qui en a découlé. Cette part reste toutefois un peu moindre que lors du 1<sup>er</sup> confinement du printemps (63 %). Parmi les dirigeants dont le chiffre d'affaires de leur entreprise a été négativement touché par la crise, environ 3 % envisagent une liquidation de leur entreprise.
- À l'inverse, 35 % des chefs d'entreprise anticipent un retour rapide à la normale de l'activité (stable par rapport à avril). Cette proportion est très variable selon les secteurs: elle s'élève à seulement 13 % pour les PME du Tourisme contre 48 % pour celles de la Construction. La part se situe aux alentours de 37-38 % pour les autres secteurs (Industrie, Commerce, Transports, Services).
- Concernant l'horizon de retour à une activité normale, l'incertitude est grande, à l'image des 23 % de chefs d'entreprise qui déclarent ne pas savoir. Pour les autres, la reprise se situerait plutôt après le 2<sup>nd</sup> semestre 2021: 35 % prévoient que leur entreprise retrouvera un niveau d'activité normal à partir du 2<sup>nd</sup> semestre 2021 et 25 %, au-delà de l'année 2021. Seuls 15 % anticipent un retour d'activité au niveau d'avant crise dès le 1<sup>er</sup> semestre de l'année prochaine et 2 % d'ici la fin de l'année 2020.

## • GRAPHIQUE 15 : HORIZON DE RETOUR DE L'ACTIVITÉ AU NIVEAU PRÉ-CRISE



Champ: Total (N=5178); Source : Bpifrance Le Lab

## Malgré tout, les perspectives d'emploi s'améliorent

**Seuls 15 % des projets d'embauche seraient annulés contre 30 % en avril. Les perspectives d'emploi sont néanmoins moroses dans le Tourisme et les Transports.**

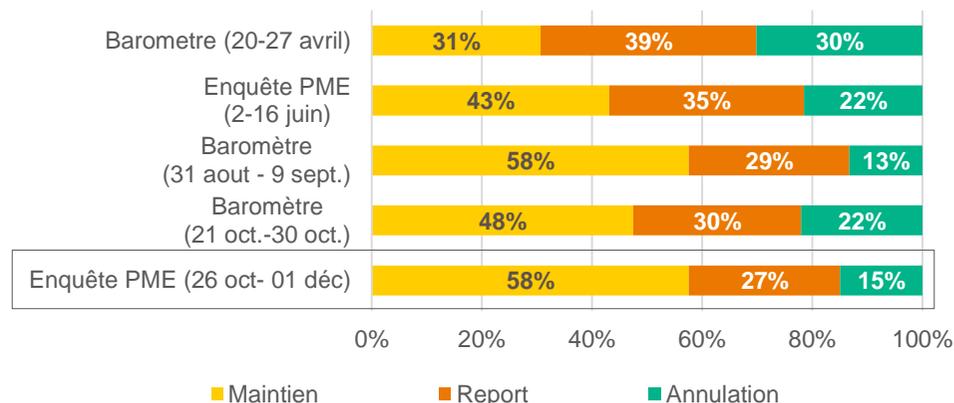
### Amélioration des perspectives d'embauche

- Parmi les dirigeants d'entreprise qui ont des projets d'embauche, 58 % envisagent de les maintenir. Cette proportion est en forte augmentation par rapport à notre enquête semestrielle de juin (43 %) et nettement au-dessus du résultat obtenu lors du premier confinement (31 %).
- 27 % des dirigeants envisagent un report de leurs projets d'embauche (contre 35 % en juin) et 15 % une annulation (ils étaient 22 % à l'envisager en juin).
- **Plus de la moitié des chefs d'entreprise (54 %) qui prévoient de reporter leurs projets d'embauche envisage de concrétiser leur recrutement d'ici un an.** 29 % envisagent de les reporter à plus long terme.
- Cette amélioration des anticipations concernant les projets d'embauche, liée à la reprise économique depuis le printemps, semble traduire une résistance de la confiance des PME malgré le deuxième confinement.

### Les perspectives d'emploi pour 2021 restent inférieures à la normale

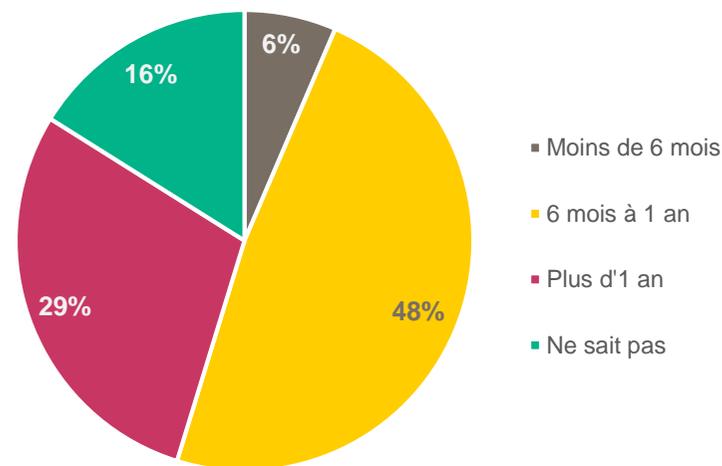
- À +7 contre une moyenne de long terme à +11, l'indicateur relatif aux effectifs de l'année n+1 se montre plutôt résistant compte tenu de l'ampleur de la crise actuelle.
- De grosses divergences existent néanmoins entre secteurs, puisque l'indicateur est négatif dans les Transports (-4) et surtout le Tourisme (-20, soit un plus bas historique), secteur particulièrement affecté par la crise.

• GRAPHIQUE 16 : INTENTIONS VIS-À-VIS DES PROJETS D'EMBAUCHE  
EN %



Champ : Total (N=5178) , PME ayant formulé des projets d'embauche  
Source : Bpifrance Le Lab

• GRAPHIQUE 17 : HORIZON DE REPORT DES ÉVENTUELS PROJETS D'EMBAUCHE  
EN %

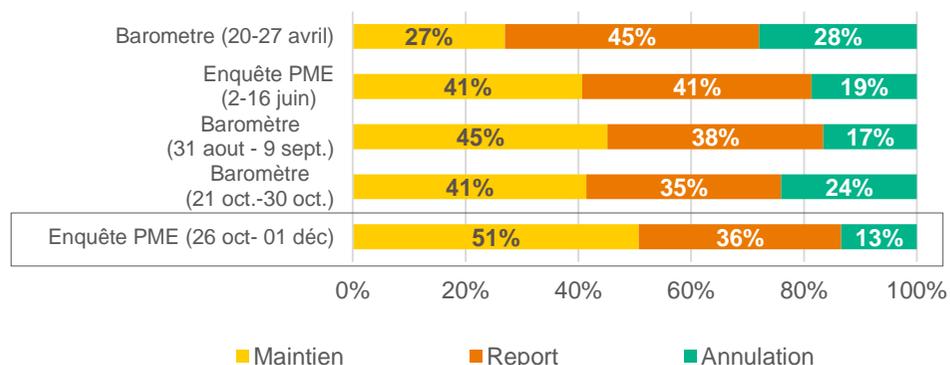


Champ : Total (N=5178) , PME ayant formulé un report de leurs projets d'embauche  
Source : Bpifrance Le Lab

# Des perspectives d'investissement encourageantes pour 2021

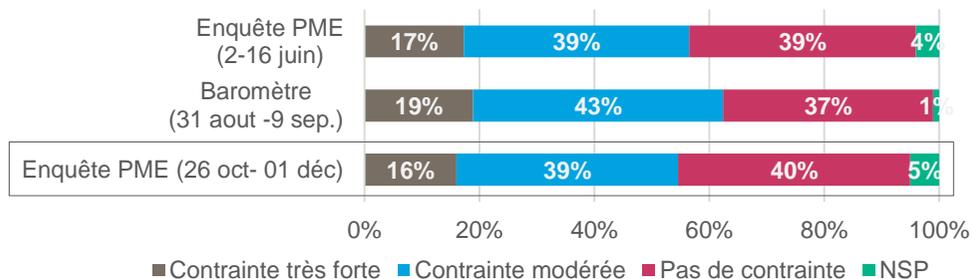
**Plus de la moitié des chefs d'entreprise ayant formulé des projets d'investissement déclarent les maintenir.**

• GRAPHIQUE 19 : INTENTIONS VIS-À-VIS DES PROJETS D'INVESTISSEMENT  
EN %



Champ : Total (N=5178), PME ayant formulé des projets d'investissement  
Source : Bpifrance Le Lab

• GRAPHIQUE 20 : CONTRAINTES EXERCÉES PAR LES FONDS PROPRES POUR ABORDER LA REPRISE  
EN %



Champ : Total, N=5178  
Source : Bpifrance Le Lab

Les intentions d'investissement des PME se sont renforcées progressivement tout au long de l'année

- Parmi les dirigeants d'entreprise ayant des projets d'investissement, 51 % envisagent de les maintenir. Cette proportion est en nette hausse, aussi bien en comparaison d'avril (27 %) qu'en comparaison de la période post premier confinement (41 % en juin).
- En outre, la proportion de dirigeants qui envisagent un report de leurs projets d'investissement recule de 5 points par rapport au mois de juin pour s'établir à 36 %. Parmi ceux-ci, face à l'incertitude toujours élevée, une majorité prévoit de reporter leurs projets d'investissement de plus d'1 an (43 %).
- La part des dirigeants comptant annuler leurs projets d'investissement a globalement reculé au fil de l'année. 13 % envisagent une annulation de leurs projets contre 19 % en juin et 28 % en avril. Le deuxième confinement semble ainsi nettement moins entraver les anticipations d'investissement des dirigeants que le premier.

Les dispositifs publics ont largement contribué à contenir les contraintes financières des PME, favorisant l'amélioration de leurs perspectives d'investissement.

- 40 % des entreprises déclarent que leurs fonds propres ne représentent pas de contraintes pour aborder la reprise et 39 % font état de contraintes modérées malgré la crise.
- Néanmoins, en raison du niveau toujours élevé à ce stade de l'incertitude quant à la reprise post-crise, le jugement des dirigeants sur la situation de la trésorerie future reste en net recul sur un an (solde d'opinion en baisse de -28 points à -26 fin 2020).
- En outre, la reprise de l'investissement pourrait toutefois être freinée par la forte croissance de l'endettement des entreprises en 2021, tirée essentiellement par le recours important des PME au PGE.



Selon la Banque de France, les crédits mobilisés par les entreprises ont crû fortement en 2020 malgré la crise. Ils atteignaient 1 176,8 Mds d'e au mois d'octobre, soit une hausse de +12,1 % sur un an. La croissance des crédits est particulièrement forte chez les PME, s'établissant à +19,3 % sur un an, tirée par le recours aux PGE. (cf. Banque de France - Octobre 2020)

## Conjoncture régionale : synthèse

Le choc d'ampleur historique se fait ressentir sur l'ensemble de l'Hexagone. Selon les régions, le repli du chiffre d'affaires sur un an oscillerait entre -9 % et -19 % en moyenne en 2020.

Les PME franciliennes et de Provence-Alpes-Côte d'Azur, régions traditionnellement touristiques et/ou particulièrement touchées par l'épidémie, font état d'une contraction plus importante (resp. -19 % et -15 % en moyenne). Les PME normandes ferment le trio des entreprises les plus affectées par la crise (-14 % en moyenne). Bien qu'également très touchées, les PME de la région Pays de la Loire enregistreraient une récession moins forte que dans les autres régions (-9 %).

En toute logique, les PME de l'ensemble des régions déclarent avoir réduit leurs effectifs cette année. La correction sur l'emploi serait plus importante en Île-de-France, en Normandie et en Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'activité des PME de ces régions enregistrant conjointement la plus forte contraction en 2020. Même constat du côté de l'investissement puisque les PME de toutes les régions confondues déclarent avoir considérablement réduit leurs investissements cette année.

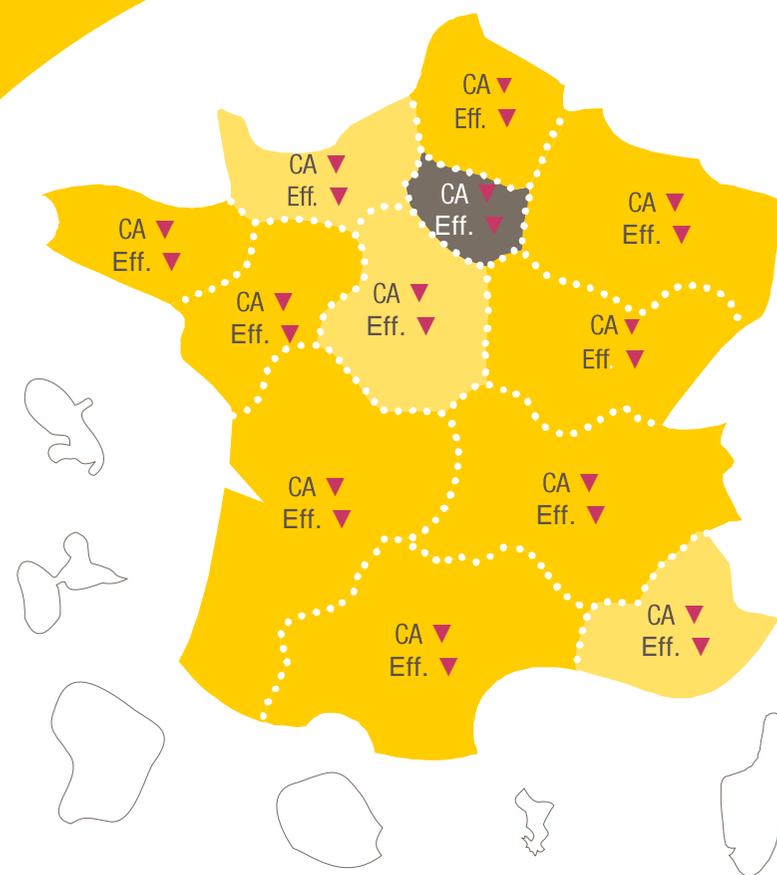
La portée du choc récessif s'est fait ressentir sur la situation financière des PME de l'ensemble du territoire. Les trésoreries des PME franciliennes et provençales demeureront néanmoins les plus fragilisées par le choc économique. Pour autant, les PME des régions Bourgogne-Franche-Comté, Nouvelle Aquitaine, et Pays de la Loire sont celles faisant état de moins de difficultés de trésorerie fin 2020.

Pour 2021, les anticipations concernant la reprise restent toujours obstruées par un niveau élevé d'incertitude pour les PME de toutes les régions françaises, avec toutefois des disparités. Les PME de Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Grand Est et de Bourgogne-Franche-Comté mettent en évidence plus de pessimisme quant à la reprise d'activité future (solde d'opinion relatif à l'activité respectivement à -3,4, -3,2 et -1,3). Les PME des régions Pays de la Loire (+11) et Centre-Val-de-Loire (+9) sont les plus optimistes.

Les perspectives d'embauche sont également relativement hétérogènes. Les PME des régions Provence-Alpes-Côte d'Azur et Grand Est demeurent là encore les moins optimistes avec des soldes d'opinion sur l'embauche en 2021 respectivement de +3 et +4. À l'inverse, les PME de la région Pays de la Loire semblent nettement plus optimistes pour l'année prochaine que les autres régions (solde d'opinion de +14 contre +8 en moyenne).

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans le focus régional, accessible sur <https://lelab.bpifrance.fr/>.

## ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION SOLDE D'OPINION EN %



## CHIFFRE D'AFFAIRES

## EFFECTIFS

## INVESTISSEMENT

### ANNÉE 2020 <sup>(1)</sup>

	Moyenne 2000 à 2019	Novembre 2019	Novembre 2020	Évolution / Novembre 2019	Moyenne 2000 à 2019	Novembre 2019	Novembre 2020	Évolution / Novembre 2019	Moyenne 2000 à 2019	Novembre 2019	Novembre 2020	Évolution / Novembre 2019
<b>Ensemble des PME</b>	<b>16</b>	<b>25</b>	<b>-48</b>		<b>8</b>	<b>19</b>	<b>-7</b>		<b>-4</b>	<b>7</b>	<b>-21</b>	
10 – 250 salariés	23	32	-44		14	26	-5		-1	10	-17	
Moins de 10 salariés	6	13	-53		-1	8	-10		-8	2	-25	
Commerce	15	22	-35		7	17	1		-6	4	-14	
Construction	10	26	-45		6	21	-1		-9	7	-19	
Industrie	18	23	-52		7	16	-10		0	5	-20	
Services	21	27	-42		13	24	-2		-3	13	-17	
Tourisme	7	17	-93		1	7	-46		-10	-3	-56	
Transports	11	27	-56		8	16	-16		-5	1	-26	

### ANNÉE 2021 <sup>(1)</sup>

	Moyenne 2000 à 2019	Novembre 2019	Novembre 2020	Évolution / Novembre 2019	Moyenne 2000 à 2019	Novembre 2019	Novembre 2020	Évolution / Novembre 2019	Moyenne 2000 à 2019	Novembre 2019	Novembre 2020	Évolution / Novembre 2019
<b>Ensemble des PME</b>	<b>26</b>	<b>24</b>	<b>3</b>		<b>16</b>	<b>19</b>	<b>7</b>					
10 – 250 salariés	32	29	11		19	23	12					
Moins de 10 salariés	17	15	-9		12	13	0					
Commerce	26	21	2		14	13	6					
Construction	6	15	4		8	22	9					
Industrie	34	25	11		18	19	11					
Services	30	31	4		24	24	11					
Tourisme	16	23	-20		3	3	-20					
Transports	15	12	-12		10	17	-4					

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse – Part des entreprises anticipant une baisse)



**04.**



**MÉTHODOLOGIE**

## Définitions

Les **indicateurs ou soldes d'opinions** sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- **Indicateur en évolution** = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100
- **Indicateur en niveau** = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une **entreprise est qualifiée « innovante »** si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

- financer des frais de recherche et développement ( interne ou externe ) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé ( prestation ) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, ( hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants ) ou utiliser un nouveau procédé ( ou méthode ) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % ( y compris 0 % ).

# Structure de l'échantillon

À l'occasion de la 72<sup>e</sup> édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 39 127 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées de fin octobre à début décembre.

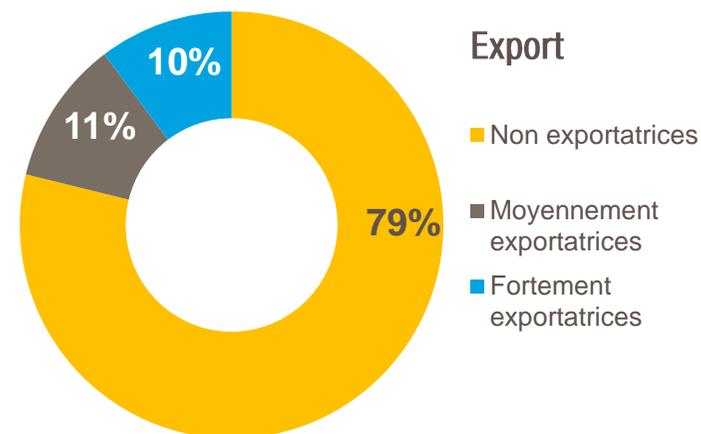
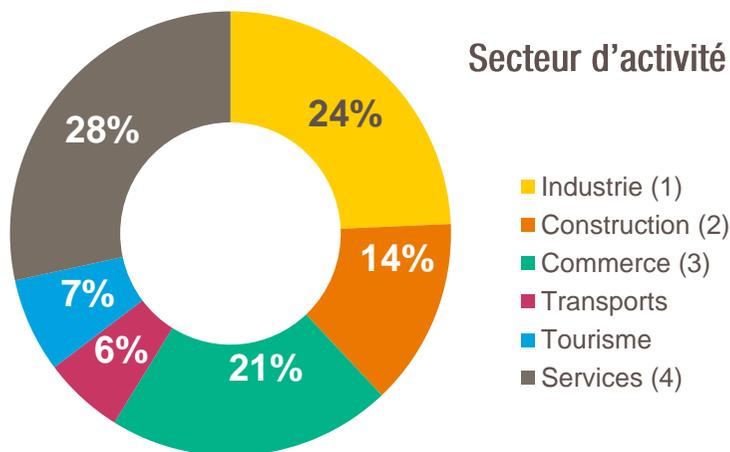
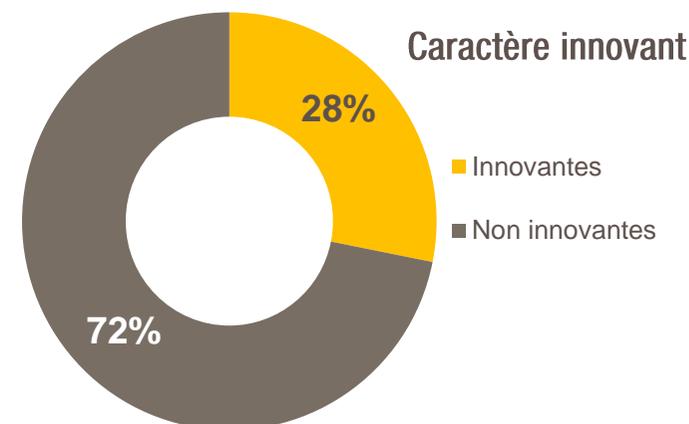
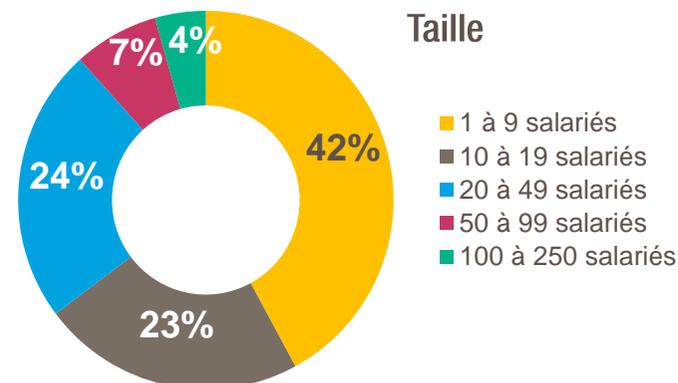
5 178 réponses reçues entre le 26 octobre et le 2 décembre, jugées complètes et fiables, ont été exploitées au niveau national et ont fait l'objet de déclinaisons pour l'ensemble des régions excepté la Corse et les Outre-Mer dont le nombre de réponses est insuffisant.

Des questions supplémentaires relatives à l'impact de la crise en cours liée à la Covid-19 ont été introduites pour l'ensemble de l'échantillon. Parmi ces questions, deux d'entre elles, relatives aux transformations numériques des PME, ont été posées exclusivement au panel numérique (2508 réponses à ces deux questions ont été analysées).

Les réponses aux questions supplémentaires relatives à l'impact de la crise de la Covid-19 ont été redressées sous deux dimensions, de façon à reproduire la démographie des PME françaises:

- Le nombre de salariés, de façon à corriger la sous-représentation des TPE parmi les répondants
- Le secteur d'activité, de façon à corriger la sur-représentation de l'industrie et la sous-représentation du secteur du tourisme

Le redressement a été effectué sur la base du nombre d'entreprises dans les différentes catégories



(1) 3 % agroalimentaire, 12 % biens intermédiaires, 7 % biens d'équipements, 3 % biens de consommation  
 (2) 12 % bâtiment, 2 % travaux publics  
 (3) 2 % commerce et réparation automobile, 12 % commerce de gros, 6 % commerce de détail  
 (4) 24 % services aux entreprises, 5 % services aux particuliers

Responsables de l'étude : Sabrina El Kasmi, Ibrahim S. Barry  
Direction de l'Évaluation, des Études et de la Prospective  
Pôle Macroéconomie – Conjoncture.

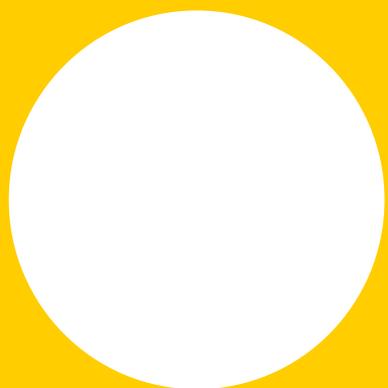
## Pour contacter Bpifrance de votre région

[bpifrance.fr](https://www.bpifrance.fr)

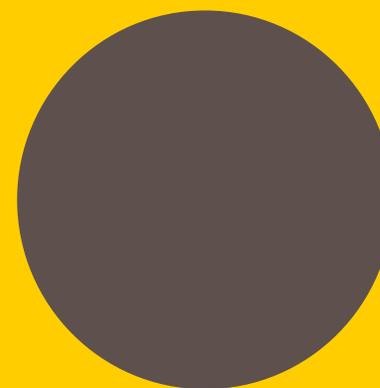


27-31, avenue du Général Leclerc  
94710 Maisons-Alfort Cedex  
Tél. : 01 41 79 80 00

[bpifrance-lab.fr](https://www.bpifrance-lab.fr)



# **SERVIR L'AVENIR**



[bpifrance-lelab.fr](http://bpifrance-lelab.fr)